

Témoignage de Louis LEMAITRE

Plombier-Zingueur

Place de la Cathédrale, Tulle (Corrèze)

Recueilli par Mme MERLAT, le 24 Août 1948

Agé d'une cinquantaine d'années, assez grand, légèrement dégarni, L. est le type de l'artisan consciencieux et assez insouciant. En 1939, il était demeuré à Tulle, en tant qu'ancien combattant de 1914 et père de quatre enfants. Il appartenait alors au P.D.P. et était lecteur de l'Aube, dont il suivait la politique générale. Aussi, lors de la capitulation, fut-il assez rapidement enclin à la Résistance.

Pourtant, il pense d'abord que l'armistice serait suivi, de la part du Gouvernement de Vichy d'une sorte d'organisation de la résistance et, il est de ceux qui croient que la Légion des Combattants est précisément cette organisation de résistance camouflée dont Vichy prend l'initiative. Presque automatiquement, tous les Anciens Combattants des deux guerres qui appartenaient déjà d'ailleurs à des groupements d'A.C. y sont versés.

L'échec de l'offensive aérienne de l'Allemagne sur la Grande-Bretagne le convainc que l'Allemagne ne parviendra pas à remporter la victoire totale, et il répand autour de lui, dans son magasin cette idée que l'Angleterre est le bastion de la Résistance.

Sur Vichy, il a de sérieux doutes après Montoire, mais il a "les yeux complètement dessillés par l'affaire de Syrie", au printemps de 1941.

Premier Groupe Local.

Fin 1940 - Début 1941, il a de fréquentes conversations avec MARTY, conducteur de travaux à la Coopérative ouvrière de Travaux Publics, en vue de repérer ceux qui seraient susceptible de "marcher" il voit aussi BUGEAC, Directeur de la même coopérative aujourd'hui président du C.D.L. et probablement membre du Parti Communiste, DUBOIS, agent d'assurances, le Commandant HASSENS, l'Inspecteur primaire TALET, tous deux Francs-Maçons. Il a aussi de vagues rapports avec l'électricien ROUBINET, avec qui il semble qu'il ait été en froid avant la guerre, mais dont il connaît la violence des sentiments anti-allemands et anti-vichyssois. De temps en temps, ROUBINET lui passe des numéros de Combat, qu'il distribue.

Il a des discussions très animées avec des chefs de la Légion, en particulier avec TOURETORT, mortheureusement avant la Libération. Mais MARTY est beaucoup plus violent que lui et court ainsi des risques superflus.

Contacts avec ALLIANCE.

En juillet 1942, le chef de secteur d'Alliance pour la

région, Jean VINZANT qui habitait Ussel et qui dirigeait officiellement une exploitation forestière pour le charbon de bois, - il est aujourd'hui en Amérique-, vient trouver L. Il avait demandé à DUBOIS, agent d'assurances à Ussel de lui trouver un responsable pour tulle. DUBOIS pressent son frère, lequel, pour des raisons que L. n'a pas à apprécier, déclare qu'il lui est impossible d'assumer la responsabilité du fonctionnement du réseau et indique L. qui accepte.

Il s'agit d'abord pour lui de cacher des agents du réseau poursuivis, ou de hautes personnalités recherchées par les polices allemande et française, et de faire quelques repérages de terrains d'atterrissage ou de parachutage.

Il trouva des concours dans les campagnes avoisinantes; sans trop de réticence, car il n'allait solliciter les gens qu'à coup sûr. Dans les premiers temps, il eut à cacher cinq ou six agents du réseau, ainsi que le Général COCHET (novembre-décembre 1942), le Colonel de BOISLAMBERT (Octobre 1942). COCHET resta un mois à Sornac chez le beau-frère de L. C'est du reste, dans le Nord du département, à Sornac et à Treignac, où la femme de L. a sa famille qu'il trouve le plus grand nombre de ses "planques".

La première personne qu'il ait eu à dissimuler est un officier de marine, BOUTHERON que des dénonciations de GRINGOIRE avait fait arrêter et qui avait pu s'évader. Il arrive à l'improvisiste. L. doit le cacher chez un garagiste de Lachamp, commune St-Germain-les-Vergnes.

Vers septembre-Octobre 1942, on lui demande de trouver quelqu'un à Brive qui se chargerait de s'occuper du réseau. Il pense à MICHELET mais il rencontre un jour à tulle ALIBERT qui habite rue de Abbé Broussouse (?) à Brive et qu'il connaissait bien depuis longtemps. Là le pressent et ALIBERT accepte immédiatement de se charger de la responsabilité du Réseau à Brive (Septembre-Octobre 1942). Plus tard, traqué par les Allemands, il gagnera l'Algérie (Août 1943).

Pendant toute cette période, au dire de L., le travail est de la "rigolade", car les gendarmes sont au courant et ferment les yeux.

Travail pour Alliance après l'invasion de la zone-sud.
Les choses deviennent plus sérieuses après le débarquement en Afrique du Nord.

Peu de temps après, L. reçoit un coup de téléphone de VINZANT, pour le charger de trouver des planques pour des gens importants. Il s'agit en réalité du P.C. du réseau, comprenant entre autre: le Commandant RAYE (fusillé depuis), Mme MERIC (liquidatrice 1, rue de Courty), PIE (pseudo), officier anglais qui servait de radio. RAYE était évadé de Lyon, Mme MERIC venait de Toulouse. L. les cacha chez PELISSIER, maire de Naves, à 5 kms

de Tulle, où ils restèrent 15 jours.

Tous les messagers du réseau viennent au magasin de L. qui est le "point de chute" à Tulle. Il en venait jusqu'à 8 à 10 par jour. L. faisait la liaison entre eux et le P.C.

L. avait aussi, au début, à s'occuper des émissions radio. La première fois, le radio, un Anglais, parlant admirablement le français lui demande de lui indiquer un endroit où il pourra faire sa première émission. Celle-ci a lieu chez TALET.

Le lendemain, MARTY qui travaille en étroite liaison avec L. et qui doit nous donner des renseignements (?), doit s'occuper de trouver un autre endroit, L. étant absent. Il va chez ROUBINET, marchand de T.S.F., faute de savoir où s'adresser; or ROUBINET était bien connu pour ses sentiments résistants dans toute la région, ce qui rendait la démarche de MARTY fort imprudente.

Le jour suivant, L. sollicite un orfèvre réfugié de Paris, GEFROY mais ses ressources s'épuisent vite.

C'est alors qu'il songe aux deux vicaires de la cathédrale. Très lancé dans les milieux ecclésiastiques du fait de son appartenance antérieure au P.D.P., il est en relation avec le presbytère de la cathédrale qui se trouve d'ailleurs près de chez lui. Il savait pouvoir compter sur un des vicaires, l'abbé CHATEAU, lorrain réfugié. Mais il ne rencontre que l'abbé LAIR auprès duquel il insiste pour voir CHATEAU en personne. Comprendant que l'affaire doit être urgente LAIR insiste pour remplacer CHATEAU, quelle que soit l'importance du service qu'il ait à lui demander. L. alors lui répond: "Eh bien supposez que vous m'entendez en confession". LAIR accepte, L. lui explique le code, LAIR lui répond alors: "il est préférable que vous soyez tombé sur moi". En effet; il était plus compétent que CHATEAU, car il avait été officier d'infanterie, chargé de la radio en 1939-1940. A partir de novembre 1942, c'est lui qui a toute la responsabilité du service radio, alors que les voitures gonio commencent à circuler dans la ville. Les émissions commencent au patronage, mais comme ça ne rend pas, l'abbé LAIR installe l'appareil dans le clocher de la cathédrale.

Désormais, déchargé du service radio, L. fait presque exclusivement les liaisons du P.C. et reçoit les agents chez lui.

Au début de décembre 1942, le P.C. part pour Terrasson en Dordogne. Alors, on en revient aux opérations du type de celles du début qui consistaient à planquer des gens envoyés par le réseau.

Toutefois, à deux ou trois reprises, le P.C. traqué, revient dans la région. L. doit le loger une fois à l'Hôtel Moderne qui était le siège de la Gestapo, mais dont le patron CHARLET est un de ses amis personnels et lui donne plusieurs fois des

chambres pour ses protégés, sans regarder de trop près les papiers d'identité.

Le 29 janvier, ROUBINET est arrêté chez lui à Tulle. L. est prévenu par message direct de son réseau de la recrudescence d'activité de la Gestapo dans la région. Il en avertit BRIGOULEIX, avec qui il est en rapport fréquent. BRIGOULEIX était seul à Tulle à être au courant du travail de L.

C'est à ce moment que le P.C. pourchassé depuis Pau se replie d'abord à Sarlat (Dordogne) puis débarque à Tulle où L. doit le caser 3 jours à l'Hôtel moderne avant de le camoufler dans un vieux château de Beaulieu appartenant à M. DEHAYES (?). (début février 1943).

Coups durs -

quelques jours plus tard, ALIBERT de Brive sait savoir que la femme du chef de secteur de Dordogne vient d'être arrêtée/ L. quitte Tulle pour une dizaine de jours. Quant au chef de secteur de Dordogne, un certain colonel KAUFMANN, aviateur, il s'en sort pour cette fois, mais il sera repris plus tard et fusillé.

Pendant ses huit jours d'absence, au cours desquels il s'est réfugié à Sornac, dans sa belle-famille, L. charge l'abbé LAIR et MARTY d'expédier les affaires courantes et de faire quelques missions. Habituellement, MARTY portait surtout des messages pour le réseau dans toute la France (Lyon, Côte d'Azur, Toulouse).

L. ayant appris que rien de grave ne s'était passé à Tulle, rentre donc chez lui, où il demeure encore huit jours sans être inquiété.

RECIT DETAILLE DE L'ARRESTATION MANQUEE DE " SETTER "

PAR LA GESTAPO LE 19 FEVRIER 1943 à TULLE

- : -

Le Samedi 6 Février 1943 je suis avisé par "BARBET" que la Gestapo, en déplacement à Sarlat sur la trace du P.C. en l'absence de GRIQUET, a arrêté sa femme. Le message indiquait qu'il fallait prendre des précautions. Je m'absentais jusqu'au Vendredi suivant laissant à l'abbé LAIR, vicaire à la cathédrale, au courant du service, le soin d'expédier les affaires courantes. Je lui indiquais en outre le lieu de ma retraite pour qu'il puisse me toucher en cas de nécessité. A ce moment " BRAQUE " était en mission. Parlant à ce dernier de la venue possible des " Fritz ", je lui

avais dit: "S'ils viennent, je ne me laisserai pas arrêter".

Pendant la semaine qui a suivi mon retour, il n'y a rien d'important à signaler. J'ai reçu la visite d'"ELEPHANT" à qui j'ai procuré des tickets d'essence pour l'enlèvement de "COQ" à Toulouse.

Le vendredi 19 février, vers 15 heures, un individu se présente à mon magasin-bureau où depuis quelque temps je paraissais le moins possible. Ma secrétaire est seule. Le visiteur dit qu'il désire me voir mais ne veut donner aucune indication sur son identité ni sur le motif de sa visite. Tout d'abord, ma secrétaire répond que j'étais probablement absent, mais devant l'insistance de son interlocuteur elle se décide à me prévenir à mon domicile. J'ai alors une minute d'hésitation. Toutefois, pensant qu'il pouvait s'agir d'un messenger du service, je me présente.

Dès la prise de contact, je suis fixé: le premier personnage est accompagné de deux autres et la première question qu'il me pose ne me laisse plus aucun doute.

"Connaissez-vous Madame KAUFFMANN?" me disent-ils.

"Non, mais vous-même, qui êtes-vous?"

Alors, mon interlocuteur tire une carte de sa poche et me dit: Inspecteur de la Police Allemande".

Et l'interrogatoire continue.

"Etes-vous allé à Sarlat ces jours derniers?"

A une telle question ma réponse était facile puisque, pendant le séjour du P.C. dans cette ville, ayant été dans l'impossibilité de m'absenter, c'est BRAQUE qui, en compagnie de BARBET et avec ma voiture, avait fait les deux voyages. Je répondis donc "Non" très fermement et j'appuyais ma réponse par un serment sur la tête de mes enfants.

Malgré cela, l'inspecteur insiste et, pour me troubler, ajoute un détail nouveau:

"Vous étiez, me dit-il, en compagnie d'un entrepreneur de Tulle?"

Pendant le séjour de BRAQUE à Sarlat il avait été amené à donner, en sa qualité d'entrepreneur de bâtiments, des conseils sur différents travaux d'aménagement.

Je nie toujours avec la même assurance.

Devant mon attitude très calme, mon adversaire essaya de m'influencer en apportant d'autres précisions. Il me présente un carnet et me fait lire une série de noms parmi lesquels se tro

celui de Madame MERIQUE (c'est le seul que j'ai retenu). Je ne bronche toujours pas et, lorsqu'il me demande si je connais ces personnes, c'est encore une réponse négative de ma part.

" Puisque vous ne voulez pas parler vous allez donc nous suivre à Limoges où vous serez confronté avec cette dame".

Puis, brusquement, comme s'il était subitement énervé et presque hors de lui, il me dit: "Montrez-nous votre appartement".

Je l'accompagne et la perquisition commence. Toutes les pièces, tous les tiroirs sont fouillés sans résultat.

Pendant ce temps, mon petit garçon de quatre ans dormait dans son lit et ma femme, dans la cuisine vaquait aux soins du ménage aidée de la bonne.

Bien entendu il ne m'avait été possible à aucun moment de faire comprendre la situation à ma femme. C'est alors que j'eus l'idée de demander l'autorisation de me rendre aux W.C. où l'on me laissa aller sous la garde d'un sbire. Cette manoeuvre me permit de faire comprendre à ma femme ce qui m'arrivait.

Elle partit aussitôt malgré l'opposition d'un agent posté à l'entrée.

Après avoir prolongé mon séjour aux w.c. aussi longtemps que possible, je demandais l'autorisation de changer de vêtements et de me chauffer. Je voulais ainsi gagner du temps et retarder mon départ pour donner à ma femme le temps d'alerter mes amis et les pouvoirs publics.

Mais l'inspecteur trouvant sans doute qu'il avait perdu un peu trop de temps m'invita à le suivre dès que je fus prêt.

" Monsieur, vous oubliez que nous sommes ici en " zone libre " et que, dans l'état actuel de la législation vous ne pouvez m'arrêter qu'avec l'autorisation du Préfet ou le concours de la police française munie d'un mandat d'amener établi dans les formes par l'autorité compétente".

L'inspecteur, stupéfait, ne trouve alors que cette réplique qui traduit son ébahissement :

" Ah! par exemple, c'est la première fois que j'entends une pareille réponse".

" D'ailleurs, lui dis-je, Monsieur le Préfet est alerté et va arriver dans quelques instants".

En outre, je lui laissais comprendre que j'étais armé et que je ne me laisserais pas emmener sans qu'il y ait de la casse.

Monsieur GEUILLE, adjoint au maire de Tulle entre à ce moment et prenant part à la discussion déclare qu'il s'opposera de tout son pouvoir à cette arrestation illégale.

Ma femme entre un peu plus tard et annonce que Monsieur le Préfet, alerté, va arriver d'un instant à l'autre.

D'autres amis, dont l'abbé LAIK, arrivent encore et, mis rapidement au courant, soutiennent la même thèse que moi. L'un d'eux, Monsieur VAUBOURGEIX, jette même cette phrase: " si vous n'avez apporté qu'une paire de menottes, cela ne suffira pas ".

L'inspecteur, un peu éberlué ne réagit plus que faiblement. J'ai l'impression que la partie est gagnée.

Pourtant, je m'explique mal que le ritz de garde à la porte ait laissé passer toutes les personnes qui sont entrées chez moi. J'en ai l'explication peu après.

L'inspecteur, passablement énervé, va et vient dans la pièce réclamant le Préfet qui n'arrive pas. Au cours de ses allées et venues, il s'approche d'une fenêtre, relève le rideau et voit sa voiture entourée d'une centaine de personnes, hommes ou jeunes gens. "Mais Madame vous avez amenté tout le quartier ". "Non, Monsieur, j'ai dit, tout simplement, que vous vouliez arrêter mon mari" répond ma femme.

Le poche est maintenant tout à fait désorienté, l'arrestation lui paraît absolument impossible et il ne peut rentrer à Limoges sans donner à ses chefs une raison plausible de son échec.

C'est pendant qu'il réfléchit à tout cela qu'arrive Monsieur PIMONT chef du Cabinet du Préfet. Immédiatement ce dernier reprend la thèse de l'illégalité de mon arrestation puis il ajoute "Ce sont de tels procédés qui vous ont fait rater la collaboration en zone occupée, ce sont ces mêmes procédés qui vous la feront rater en zone non occupée.

Mais c'est Monsieur le Préfet qui veut voir l'inspecteur et il part à la Préfecture me laissant sous la garde de ses deux aides.

Le Préfet MUSSO ne veut tout d'abord pas s'engager et ce n'est que sur l'insistance de Monsieur VAUBOURGEIX qu'il accepte d'intervenir; il fixera lui-même la date et le lieu de confrontation avec Madame KAUFFMANN et sur l'insistance de VAUBOURGEIX, se porte garant que j'y assisterai.

L'inspecteur revient à la maison. Il me prend à part en compagnie du Secrétaire Général de la Préfecture. De nouveau les deux questions "Connaissez-vous Madame KAUFFMANN ? et êtes-vous allé à Sarlat ces jours derniers " me sont posées. Après une nouvelle réponse négative, l'inspecteur m'adresse son plus gracieux sourire, m'assure que " tout est terminé" et part.

Quelques minutes plus tard, le chef de cabinet, Monsieur PIMONT venait me demander une photo. Ce document demandé par les Allemands était, m'a-t-il dit, destiné à éviter une confrontation avec Madame KAUFFMANN. Je remis alors une photo d'identité, bien certain que cette dame ne me "reconnaîtrait" pas puisqu'elle ne m'avait jamais vu.

Peu après je quittais ma maison à mon tour me demandant si Madame KAUFFMANN avait signalé ma position exacte dans le "service".

Je vis BRAQUE le soir même, je l'avais fait avertir dans l'après-midi de ce qui se passait.

Le lendemain matin je me rendis chez DUBOIS notre "boîte aux lettres" et là je reçus la visite de l'abbé LAIR et de "COKER". Ce dernier venait porter un pli et des instructions au sujet du départ du Colonel DELAMAIRE.

L'abbé LAIR (en l'absence de BRAQUE parti à Ussel avertir DANOIS) se chargea de transmettre pli et instructions. Il avait placé le message dans la poche intérieure de sa soutane.

Vers midi, alors que je me rendais chez un ami, patron de l'Hôtel Moderne, je vis déboucher, sur la place où se trouve mon domicile, cinq voitures noires qui s'arrêtèrent sur leur gauche, en face de mon magasin. A ce moment j'étais à cent mètres à peine de chez moi.

Chacune des voitures portait quatre allemands, tous en uniforme à l'exception de l'inspecteur de la veille qui, lui, était en civil. Avant l'arrêt, les Fritz descendent des voitures, mitraillettes au bras. Cinq d'entre eux gardent les voitures et la place, les autres se précipitent vers mon logement guidés par l'inspecteur.

Sur le trottoir, large de cinq à six mètres à cet endroit, se trouve l'abbé LAIR occupé à transmettre des instructions à mon contremaître. L'abbé se dirigea alors vers le presbytère voisin, mais il fut immédiatement arrêté et confié à la garde des allemands.

Cela fait, l'inspecteur se précipita à mon domicile où il trouva ma femme encore chez elle malgré les recommandations.

"Où est votre mari, dit-il ?

- A la campagne.

- Vous mentez.

- Cherchez vous-même.

La maison est de nouveau fouillée infructueusement.

Devant ce nouvel insuccès l'inspecteur se retire. Dehors, il " embarque " en force l'abbé LAIR dans une voiture et la caravane repart en direction de Limoges. Malheureusement, le pli est toujours dans la poche de l'abbé LAIR.

La veille, je n'avais pas un seul instant perdu mon sang froid mais, ce jour là, un tel déploiement de force m'a profondément impressionné. J'ai compris que nos ennemis étaient bien renseignés et je me suis mis à l'abri. Je suis resté quelques jours aux environs de Tulle pais, plus loin, dans un village de la Creuse.

Je sais que ma maison a été l'objet d'une surveillance constante: deux habitants de Tulle passaient chaque jour devant mon magasin. L'un d'eux a été fusillé il y a quinze jours environ; l'autre est, je crois, sous les verrous.

Un matin d'août 1943, le même inspecteur accompagné de plusieurs allemands, fit irruption chez moi vers six heures trente. Ma mère, âgée de soixante treize ans les reçut. Ils l'immobilisèrent brutalement derrière une porte, fouillèrent la maison dont toutes les issues étaient gardées et, ne trouvant ni ma femme ni moi, lui donnèrent l'ordre de se préparer à les suivre. Ils fouillèrent consciencieusement la maison, l'un d'eux resta jusqu'à midi, puis, sans rien dire, il partit sans emmener ma mère.

Quelle était la raison de cette nouvelle visite domiciliaire ? Probablement celle-ci: L'un de mes locataires du même âge que moi et de la même corpulence sortait tous les matins vers sept heures trente et rentrait chaque soir vers vingt-deux heures. Mes " anges gardiens " avaient cru me reconnaître et en avaient conclu, qu'absent la journée, je couchais chaque soir à mon domicile.

Par la suite, j'ai reçu un message de " LION " porté par " COKER " à mon beau-frère qui travaillait dans le service. Ce message me proposait de passer en Angleterre ou de reprendre du service.

Quelques jours après j'appris que je devais être affecté au secteur de MANITOU (ex ORQUET). J'éludais, cette offre. Ce nom me rappelait de trop mauvais souvenirs. De plus les rapports que j'avais eus sur son attitude à la suite de l'arrestation de sa femme, particulièrement quand il alerta la P.C. à BEAULIEU, ne m'inspirait qu'une maigre confiance.

S'il s'était agi de reprendre du service auprès du P.C. général, ma réponse eut été probablement tout autre.

Quant à partir en Angleterre, je ne pouvais m'y résoudre. Il me paraissait en effet difficile de laisser seuls ma femme et mes quatre enfants de quinze, treize, huit et quatre ans et de

fermer mon entreprise dont les ouvriers auraient été immédiatement dirigés sur l'Allemagne.

C'est dans ce sens que j'ai répondu au message de LION. Je suis à peu près certain que ma réponse n'est jamais arrivée à destination.

Par la suite je me suis inscrit dans le groupe d'A.S. de Sornac monté par mon beau-frère LESTRADE, lequel s'occupait également en compagnie de "BELIER" de l'organisation des réfractaires. Le 7 Juin 1944, puis en Juillet j'ai rejoint mon poste. On n'a pas cru avoir besoin de nos services et le groupe constitué avec des "non réfractaires" a été dissous avant d'avoir eu à s'employer.

Tulle, le 25 septembre 1944.